

Jean-Marc Ferry, Comment peut-on être européen ? Calmann-Lévy, 2020



Jean-Marc Ferry, aujourd'hui titulaire de la chaire de Philosophie de l'Europe à l'université de Nantes, publie en 2020 un ouvrage de réflexion sur l'Union Européenne, l'identité de ses ressortissants et de ses Etats membres. Malgré les nombreuses références à de grands philosophes - Kant, Husserl, Hegel... -, l'auteur ne ferme pas les portes à une réflexion pluridisciplinaire, l'économie trouvant en effet une place essentielle aux côtés de la philosophie.

J.-M. Ferry évoque en premier lieu l'idée philosophique d'Europe, le principe européen, reprenant en cela les écrits d'Hegel. Son attention se porte ensuite sur le danger découlant de la vision manichéenne portée selon lui par une majorité de politiques, et opposant les « gentils » fédéralistes, vus comme progressistes, et les « vilains » souverainistes. Pour l'auteur, le manque de considération à l'égard des objections portées par les souverainistes renforce encore la fragilité de l'intégration européenne, dans un contexte de forte crise de légitimité. J.-M. Ferry rappelle alors la possibilité, souvent occultée, d'un échec du processus européen : celui-ci a d'ailleurs été contesté au Portugal, en Grèce, en Espagne, en Italie, et en France avec les Gilets Jaunes.

L'auteur évoque la montée des populismes, et s'efforce d'expliquer les causes du malaise européen : l'automatisation et les délocalisations de la production intérieure, la « *subversion des Etats par les marchés* », le démantèlement de l'Etat-Providence. Il souligne également les disparités croissantes entre Nord et Sud de la zone euro, et une sorte de confiscation des souverainetés budgétaires des Etats de la zone euro.

J.-M. Ferry propose quatre thèses pour une nouvelle philosophie de l'Europe. Ni nationaliste ni fédéraliste, l'auteur prône une souveraineté européenne résultant d'une « co-souveraineté » des Etats membres de l'Union, reposant sur une concertation horizontale de ces derniers et sur une coordination de leurs politiques publiques (au lieu d'un transfert vertical de celles-ci, qui reviendrait à créer un lien de subordination à une puissance supranationale confiscatoire des souverainetés)

Jean-Marc Ferry met aussi en avant quatre chantiers pour reconstruire l'Europe, entreprise selon lui nécessaire, bien que difficile. Il propose ainsi l'adoption - à l'unanimité - d'une Constitution pour l'Europe, la formation d'une gouvernance coopérative des Etats membres de la zone euro, l'instauration d'un socle social européen pour prévenir les effets de la concurrence, ainsi que l'ouverture d'un espace public délibératif associant les parlements de l'Union Européenne.

Plusieurs solutions sont ainsi proposées pour résoudre les problèmes de l'Europe et plus particulièrement ceux de la zone euro, qui souffre des forts déséquilibres entre les balances commerciales de ses membres. L'auteur s'attarde sur l'idée d'un « jeu à plusieurs », qui doit organiser une solidarité coresponsable, particulièrement entre les pays structurellement

excédentaires comme l'Allemagne et ceux structurellement déficitaires comme l'Italie ou la France.

De manière plus générale, afin de faciliter la coordination des Etats membres, J-M Ferry imagine la création d'une autorité gouvernementale politiquement responsable, mais non souveraine : un président de l'Union, qui « *soumettrait au Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement les orientations de la politique monétaire* », et ferait des propositions relatives aux budgets nationaux et aux orientations pluriannuelles. Cette démarche s'accompagnerait de l'intégration des parlements nationaux dans les processus décisionnels de l'Union afin de rehausser la légitimité de la démocratie européenne.

Concernant la légitimité de l'UE, l'auteur mentionne l'élément originel qui a fondé celle-ci lors de la création de l'Union : assurer la paix sur le continent. Après la chute du mur de Berlin, cet élément est mis en retrait, considéré comme atteint, au profit d'un second élément : domestiquer la globalisation. Comment répondre au défi de la globalisation ? J-M Ferry prône une union transnationale et un « cosmopolitisme processuel ». Pour parvenir à « rendre crédible un modèle social européen », l'auteur décrypte trois modèles idéologiques : celui de l'économie politique classique du XVIIIème siècle, celui de sa critique marxiste du XIXème, et celui de sa révision keynésienne du XXème siècle. L'auteur estime que le modèle social européen ne peut probablement se former qu'à partir de ce dernier modèle, bien qu'il ne puisse être répliqué exactement au niveau quasi-continental de l'UE.

A partir de ses observations, J-M Ferry conclut à la nécessité de créer un « revenu primaire inconditionnel », un revenu universel, qui répondrait aux grands bouleversements de nos modes de production (automatisation et numérisation). Ce revenu universel ne pourrait fonctionner qu'en l'accompagnant du développement d'un nouveau secteur d'activité, le secteur quaternaire, regroupant les activités personnelles et autonomes, non mécanisables.

Bien d'autres questions sont soulevées dans cet ouvrage : Quels problèmes pose l'afflux de migrants au sein de l'environnement de l'Union Européenne ? Quel est l'équilibre des Etats de droit démocratiques au sein de l'Union, et comment le maintenir ? Qu'est-ce que la justice reconstructive ? De ces multiples questionnements autour du devenir de l'Europe, on retiendra l'accent mis par Jean-Marc Ferry sur le rééquilibrage de la zone euro et sur des solutions qui, pour l'essentiel, prennent appui sur une légitimité issue principalement des Etats.

Manon Terpan.